



Munich Personal RePEc Archive

Poverty and microfinance in the ECOWAS region: an applied macroeconomic cluster

Dioum, Sokhna Bousso

Cheikh Anta Diop University

28 July 2024

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/121581/>
MPRA Paper No. 121581, posted 03 Aug 2024 11:14 UTC

Pauvreté et microfinance dans l'espace de la cedeao : un cluster macroéconomique appliqué

Sokhna Bousso Dioum

Docteur en Sciences Economiques, Laboratoire de Finance pour le Développement
Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)
Adresse email : sokhnabouso.dioum@ucad.edu.sn

Résumé

Les problèmes d'accès à la finance dans les pays en développement peuvent être déterminants pour générer des trappes à pauvreté et des inégalités de revenu persistantes. À la différence de la finance traditionnelle qui excluait les populations vulnérables à participer dans les activités financières, les institutions de microfinance ont facilité aux pauvres l'accès aux services financiers. Cette étude applique la technique des quantiles sur des données de panels pour évaluer les effets macroéconomiques des services de microfinance sur la pauvreté dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Sur la période [2000 – 2019], nos résultats d'estimation révèlent que la performance des institutions de microfinance réduit d'une part le nombre de personne vivant en dessous du seuil de pauvreté nation et accélère la montée du taux de croissance économique, d'autre part. Autrement dit, les institutions de microfinance restent les outils appropriés pour lutter considérablement à la pauvreté et relèvent le niveau de développement économique des pays de l'Afrique de l'Ouest. Également, un mécanisme de régularisation doit être mis au point dans la Communauté afin de minimiser l'inégalité des revenus qui est une source potentielle du creusement de la pauvreté.

Mots clés : Pauvreté, Institution de microfinance, Développement économique, Inégalité des revenus.

Poverty and microfinance in the ecowas region: an applied macroeconomic cluster

Abstract

Problems of access to finance in developing countries can be decisive in generating poverty traps and persistent income inequalities. Unlike traditional finance which excluded vulnerable populations from participating in financial activities, microfinance institutions have made it easier for the poor to access financial services. This study applies the quantile technique on panel data to assess the macroeconomic effects of microfinance services on poverty in West African countries. Over the period [2000 – 2019], our estimation results reveal that the performance of microfinance institutions reduces on the one hand the number of people living below the national poverty line and accelerates the increase in the rate of economic growth, on the other hand. In other words, microfinance institutions remain the appropriate tools to significantly combat poverty and raise the level of economic development in West African countries. Also, a regularization mechanism must be developed in the Community in order to minimize income inequality which is a potential source of increasing poverty.

Key words: Poverty, Microfinance institution, Economic development, Income inequality

1. Introduction

La pauvreté présente des dimensions multiples, de nombreuses facettes et qu'elle est la résultante de processus économiques, politiques et sociaux interagissant et qui exacerbe l'état d'indigence dans lequel vivent les personnes pauvres (Benicourt, 2001). À la course de l'impression d'une vie meilleure, la microfinance s'est tôt imposée comme l'un des meilleurs instruments de lutte contre la pauvreté et l'inclusion financière, en se fondant sur la théorie selon laquelle l'accès à la finance permet de réduire la pauvreté et de lutter contre les inégalités de revenu (Pitt et Khandker, 1998) . Dans cette dynamique, les premières analyses de l'impact de la microfinance sont d'ordres microéconomiques¹ et découlent de l'expérience de *Grameen Bank* fondée par M. Yunus en 1983. En effet, plusieurs auteurs à l'égard de [Morduch et Haley (2002) ; Anjulo et hawassa (2014) ; Abdullah et al. (2015) ; Urga et Shete (2017) ; Ume (2019)] montrent que les institutions de microfinance (IMF) ont réduit considérablement la pauvreté, en facilitant l'accès à la finance aux individus les plus pauvres et en les permettant de mettre en œuvre leurs idées d'entreprises. Cependant d'autres auteurs [Rosenberg (2009) ; Adéyemi (2010)] discutent la stratégie des services des IMF et révèlent que les problèmes de mauvaise gestion du crédit peuvent être des sources pour générer des trappes à la pauvreté. Toutefois, les travaux de Ahlin et Jiang (2008) ont permis d'améliorer la littérature, en mettant l'accent sur les effets macroéconomiques de la microfinance sur le développement économique. Leur modèle décrit que l'amélioration du marché du crédit devrait conduire à une promotion de la croissance économique, en permettant aux entreprises et aux ménages de prendre d'avantages des opportunités d'investissement, de lisser leur consommation et de s'assurer contre les risques. Avec ce nouveau volet, beaucoup d'auteurs y mettent leur plume et montrent empiriquement que les prêts des IMF par habitant sont négativement associés à la pauvreté. Autrement dit, un pays dont le portefeuille de prêts bruts par habitant est plus élevé à tendance à avoir une pauvreté plus faible [les études de Imai, Gaiha et Thapa (2012) ; Miled et Rejeb (2014)]. Sur ce même clin d'œil, Adonsou et Sylwester (2015), Bangoura et al (2016), Raihan, Osmanic et Baqui (2017), Idewele et Murad (2020) prouvent que l'augmentation des prêts de microfinance a une portée positive et significative sur la croissance économique dans différent groupe de pays.

Depuis les années 1990, le nombre des institutions de microfinance s'est accru dans les pays en voie de développement, et l'année 1993, marque la date de l'adoption de la réglementation

¹ La microfinance accroît le revenu des ménages, la productivité, la possession de terres et d'actifs et conduit à la consommation collective. Également, elle permet l'accessibilité aux services de santé et la fertilité, améliore l'état nutritionnel et augmente la scolarité des enfants.

spécifique à la microfinance dans l'union ouest-africaine. La microfinance a ainsi connu une percée fulgurante (Babatoundé et al. 2013). L'encours de leurs crédits reste très marginal par rapport à celui des banques commerciales. Mais on peut parler d'un véritable secteur même dans les pays du Sud, tant il a évolué depuis une douzaine d'années. Les services de microfinance font aussi l'objet d'une réglementation dans un nombre grandissant de pays et bénéficient parfois de capitaux étrangers, notamment par le canal des fonds d'investissement spécialisés. A cet effet, les institutions de microfinance (IMF) permettent aux plus pauvres d'avoir accès au crédit (Wampfler et al. 2008) pour développer les petites activités génératrices de revenus grâce à la suppression des garanties qui les évincent du secteur bancaire. Ailleurs, la majorité des pauvres du monde vivent en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud (Lakner et al. (2020)). La présente étude s'incline sur les pays membres de la CEDEAO et vise à examiner le lien entre les institutions de microfinance et la pauvreté dans une approche macroéconomique. Spécifiquement, il s'agit d'étudier les impacts des services de microfinance sur les indicateurs de pauvreté et sur la richesse nationale par habitant des pays concernés. Pour y arriver, notre investigation s'appuie sur la méthode de quantiles, sur la période (2000 – 2019) et sur l'ensemble des quinze pays de la Communauté de l'Afrique de l'Ouest. Cette étude s'inscrit dans le champ de recherche pour l'amélioration et la conduite des politiques propauvres décrites dans le cadre des Objectifs de Développement Durables (ODD) au sein de la CEDEAO. Le reste de l'article s'articule comme suit. La section 2 présente la revue de la littérature de manière succincte. La section 3 expose la méthodologie utilisée. La section 4 présente les résultats d'estimations. La conclusion et les implications de politiques économiques sont présentées dans la section 5.

2. Extrait des travaux empiriques

Pendant longtemps, la théorie économique a enseigné que les premières étapes du développement économique devaient être escortées d'une augmentation des inégalités en raison du besoin de concentration des richesses pour financer des projets d'investissements de grandes tailles et indivisibles (Kuznets, 1955). Tandis que les théories plus récentes montrent que les problèmes d'accès à la finance peuvent être déterminants pour générer des inégalités de revenu persistantes ou des trappes à pauvreté (Galor et Zeira, 1993). Ainsi, l'expérience des institutions de microfinance dans les pays en développement sert de références pour évaluer si l'accès à la finance peut contribuer à la réduction de la pauvreté.

Empiriquement, les travaux de Ahlin et Jiang (2008) ont balisé la voie pour une vague d'études portant leurs intérêts sur les effets macroéconomiques des institutions de microfinance sur la pauvreté. En effet, Maksudova (2010) intègre les banques commerciales et les agrégats monétaires afin d'identifier l'impact indirect des institutions de la microfinance sur l'économie au sens large. L'auteur utilise les données de 1433 institutions de microfinance regroupées dans 102 pays sur lesquels il réalise un test de causalité de Granger en utilisant la méthodologie d'Arellano et Bond (1991). Après ses estimations, l'auteur s'en dégage que la nature de l'interaction de la microfinance avec les banques commerciales et les agrégats monétaires sont d'une importance considérable sur le perfectionnement du secteur financier à long terme, qui à son tour relance l'activité économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Sur la même longueur d'onde, Miled et Rejeb (2014) ont également interpolé linéairement le portefeuille de prêt brut de 1132 institutions de microfinance dans 57 pays en vue d'isoler l'effet de la microfinance sur la réduction de la pauvreté dans l'angle macroéconomique. Les données des indicateurs macroéconomiques sont extraites de la base de la banque mondiale. Leurs estimations en coupe transversale affichent que les pays avec un portefeuille de prêt brut par habitant des IMF plus élevé ont tendance à avoir des niveaux inférieurs de ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,25 dollar par jour (PPA), ce qui confirme le rôle important de la microfinance dans la réduction de la pauvreté au sens macroéconomique.

Imai et al. (2012) testent l'hypothèse selon laquelle la microfinance réduit la pauvreté sous l'angle de la macroéconomie en utilisant des données transnationales et des données de panel qui sont construites, à partir des données du Microfinance Information Exchange (MIX) sur les institutions de microfinance (IMF) et des données de la Banque Mondiale en 2003 et 2007. Le modèle des moindres carrés ordinaires et la méthode des variables instrumentales ont été utilisés pour tenir compte de l'endogénéité associée aux prêts des IMF et la pauvreté. Dans le premier modèle, la variable à expliquer est le taux de pauvreté et les variables explicatives sont le portefeuille de prêts bruts, le produit intérieur brut par habitant au prix constant, le crédit domestique des banques en proportion du PIB, et un vecteur de variables indicatrices régionales, l'Amérique Latine et les Caraïbes étant la région de référence. Le modèle estimé par la méthode des variables instrumentales permet de tester l'endogénéité et l'adéquation des instruments. Dans ce modèle la variable à expliquer est le portefeuille de prêts brut et les deux instruments : i) le coût d'exécution du contrat et ii) un décalage de la moyenne sur 5 ans du portefeuille brut de prêts pondérés par le nombre d'IMF pour chaque pays. En effet, les deux instruments sont retenus parce que les auteurs éprouvent la difficulté de trouver un instrument valide qui satisfasse à une restriction d'exclusion, c'est-à-dire qui est corrèle avec portefeuille

de prêts par habitant, mais n'a pas d'effet causal direct sur la pauvreté. Ainsi, ils utilisent une méthode instrumentale en deux étapes : le portefeuille de prêts bruts par habitant des IMF est estimé par une variable instrumentale en plus d'autres variables explicatives du modèle des MCO. Et dans la seconde étape, le taux de pauvreté est estimé par la valeur prédite du portefeuille de prêts bruts par habitant et les autres variables explicatives. Ils montrent qu'un pays dont le portefeuille de prêts bruts des IMF par habitant est plus élevé, a un niveau de pauvreté plus faible. Plus intéressant, la relation négative reste inchangée lorsque le taux de pauvreté est remplacé par l'écart de pauvreté et la pauvreté aux carrés. Ces résultats confirment ainsi la thèse selon laquelle l'acheminement des fonds des institutions de financement du développement et des gouvernements des pays en développement vers les IMF constituerait le socle de développement inclusif.

De son côté, Hermes (2014) étudie le lien entre la participation des pauvres à la microfinance et le niveau d'inégalité des revenus, en utilisant les données provenant de 70 pays en développement, dont 29 pays africains, 16 pays asiatiques, 15 pays d'Amérique latine et 10 pays d'Europe. Il utilise un modèle de régression linéaire sur lequel le coefficient de Gini est régressé sur un certain nombre de variables explicatives telles que : l'intensité de microfinance a été mesurée par le nombre d'emprunteurs actifs des Institutions de microfinance de chaque pays, l'inflation, le taux de croissance démographique, l'ouverture, l'éducation (mesurée par les dépenses publiques totales pour l'éducation en pourcentage du PIB) et la démocratie pour capter la stabilité politique. Les résultats d'estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires et par la méthode des variables instrumentales montrent que l'intensité de la microfinance a un effet négatif et statistiquement significatif au seuil de 1% avec des coefficients respectifs par groupe de pays inférieurs à 3%.

Bangoura et al. (2016) analyse l'impact de l'intensité de la microfinance sur la pauvreté et les inégalités sur 52 pays en développement. Les données de panel ont été utilisées sur la période de 1996 à 2011. L'intensité de microfinance a été mesurée à la fois par le nombre d'emprunteurs actifs des Institutions de microfinance de chaque pays et le volume des prêts. Également, les auteurs ont utilisé une série de variables contrôle dans leur modèle tel que : les terres arables (en pourcentage de la superficie), la valeur ajoutée agricole (en pourcentage du Produit Intérieur Brut), l'inflation (mesurée par la croissance annuelle des prix à la consommation), la population inactive de la tranche d'âge de 0 à 14 ans (en pourcentage de la population totale), l'ouverture (mesurée par le ratio du commerce sur PIB), les dépenses scolaires (mesurée par les dépenses publiques totales pour l'éducation en pourcentage du PIB), les dépenses totales de santé en pourcentages du PIB, le logarithme népérien du PIB par tête, la population rurale en

pourcentage du PIB et un indice de la stabilité politique. Ainsi, les variables dépendantes sont l'indice de Gini pour mesurer l'inégalité de revenu et les trois approches de mesures de pauvreté telles que : le taux de pauvreté à 1,25 \$ par jour estimé en pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 \$ par jour ; le taux de pauvreté à 2 \$ par jour et l'écart de pauvreté à 2 \$ par jour. Chacune de ces variables dépendantes a été régresser sur l'ensemble des 8 variables de contrôles citées plus haut, en plus de l'une de la variable de mesure de l'intensité de microfinance par un panel à effet fixe. Les résultats de leurs travaux montrent que le nombre d'emprunteurs actifs a un effet négatif et statistiquement significatif sur le taux de pauvreté. Ce qui signifie que l'accès au microcrédit améliore le revenu des pauvres et conduit à une réduction des inégalités. Ces résultats sont très proches de ceux obtenus par Hermes (2014). À partir des canaux de transmission de l'activité économique plus précisément l'accumulation du capital, l'amélioration de la productivité et la réaffectation du capital et du travail entre les différents secteurs, Raihan, Osmanic et Baqui (2017) modélisent les effets macroéconomiques de la microfinance au Bangladesh. En effet, les auteurs utilisent un modèle d'équilibre général calculable et prouvent que l'expansion des services de la microfinance affecte positivement le produit intérieur brut (PIB) du pays, et plus impressionnant, l'impact est plus important en milieu rural. En d'autres termes, une convergence entre l'extension des IMF de microfinance et la croissance économique, est observé au Bangladesh.

Adonsou et Sylwerter (2015) étudient les effets macroéconomiques des prêts de microfinance sur 71 pays en développement sur la période de 2002 à 2011 en utilisant la méthode des moments généralisés. Leur modèle régresse un vecteur de quatre variables dépendantes (le PIB réel par tête, la formation brute de capital en pourcentage du PIB, la productivité totale des facteurs et le logarithme du capital humain) sur les prêts bruts de microfinance et autres variables de contrôles telles que : les dépenses publiques en pourcentage du PIB par habitant, l'inflation mesurée par l'indice de prix à la consommation, le PIB par habitant retardé d'une période et l'ouverture commerciale. Leurs résultats révèlent que les prêts de microfinance n'entraînent pas une croissance des revenus dans les pays en développement. Cette conclusion infirme les résultats des travaux de Bangoura et al. (2016), Imai et al (2012) et Hermes (2014) selon lesquels la microfinance reste l'outil approprié de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Quant à Khalaf et al. (2019), ils évaluent l'impact des institutions de microfinance sur l'activité réelle. L'étude s'effectue avec des données de panels et couvre 6 pays arabes sur la période 1999-2016. Leurs résultats révèlent que les institutions de microfinance ne manifestent aucun effet sur la promotion de la croissance économique dans ces

pays. Les auteurs concluent que le secteur de la microfinance doit être approfondi, car il est le principal acteur du système financier au sein de ses pays.

À côté de l'Afrique de l'Ouest, Couchoro et Gbandi (2018) étudient l'impact des services de la microfinance sur la pauvreté sur la période de 2000-2014. Sous l'angle du développement humain, que sont la santé, l'éducation et le revenu puis sur un indice de pauvreté multidimensionnelle. La variable expliquée de leur modèle est un vecteur de variables regroupant chacun les trois indices dimensionnels du développement humain puis l'indice de pauvreté multidimensionnelle. Les variables explicatives du modèle sont : l'ouverture financière, l'ouverture commerciale, l'inflation, l'encours de prêt brut, le crédit octroyé par le secteur bancaire, un dummy pour capter l'hétérogénéité de la *microfinance/pauvreté*, et les effets fixe pays et effets spécifiques temporels. Des estimations sont établies par le modèle à effet fixe à l'aide des MCO et de la variable instrumentale, les auteurs trouvent que la microfinance réduit la pauvreté au seuil critique de 1% avec des coefficients supérieurs à 3 % en valeur absolue dans les pays membres de la CEDEAO.

Bein et Idewe (2020) s'intéressent sur le cas du Nigeria, ils utilisent des données de nature transversale et chronologique, et d'autres données tirées sur les bulletins statistiques et les rapports annuels de la Banque Centrale du Nigeria, pour la période 1992-2020. Les auteurs montrent que les prêts de microfinance ont un impact positif et significatif sur la performance économique à court terme au Nigeria. De plus, les prêts sont corrélés positivement avec la consommation par habitant à court terme. En outre, l'expansion de la microfinance en matière d'investissement au milieu rural renferme un impact énergétique sur la performance économique du Nigeria à long terme.

3. Méthodologie

3.1 Spécification du modèle

Nous empruntons le modèle de Kpodar (2004) modélisant l'impact du développement financier sur la pauvreté. Sous l'hypothèse que le développement financier peut conduire à une amélioration de la capacité d'autofinancement des pauvres d'une part, et peut accroître progressivement leur accès au système financier, Kpodar décrit son équation comme ainsi :

$$hit = \varphi_0 + \varphi_1 \ln(Y_{it}) + \varphi_2 Finance_{it} + A'X_{it} \quad (1)$$

Où hit l'indicateur de pauvreté ; $\ln(Yit)$ Le logarithme du PIB réel par tête ; $Financeit$ l'indicateur du développement financier et Xit l'ensemble des variables de contrôle.

Ainsi, cette approche est reprise et orientée plus spécifiquement vers l'industrie de la microfinance par Imai et al. (2012). Alors, nous nous référons à ces derniers pour évaluer les impacts macroéconomiques des services de IMF sur le niveau de pauvreté des pays de la CEDEAO. En effet, nous retenons l'indicateur de la pauvreté ainsi que celui de la microfinance, mais incorporé du niveau de développement économique. Le modèle (1) est réécrit ainsi :

$$PVit = \varphi_0 + \varphi_1 GLPCit + \varphi_i Wit + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Avec $PVit$ vecteur des indicateurs de pauvreté ; $GLPC$ représente l'indicateur de la microfinance : portefeuille de prêt brut par habitant ; Wit un vecteur de variables de contrôles ; ε_{it} étant le terme d'erreur classique; it désigne le panel (pays et période).

3.2 Les variables du modèle et Données

Notre étude porte sur les pays membres de la Communauté ouest-africaine et couvre la période allant de 2000 à 2019. En effet, le choix de nos variables dépendantes est influencé par la littérature notamment les travaux de Imai et al. (2012) et Adonsou et Sylwester (2015). Alors l'indicateur de pauvreté retenu est le taux de pauvreté au seuil de pauvreté nationale (% de la population) et la croissance du PIB par habitant étant l'indicateur du développement économique. Dans la mesure où les services de microfinance sont des instruments de lutte contre la pauvreté dans l'espace de la CEDEAO, nous adoptons le portefeuille de prêt brut comme étant la variable d'intérêt de notre modèle de travail. Ainsi, nos variables de contrôles sont tirées de la littérature relative à la croissance économique et au bien-être de la population [Dreher (2006) ; Couchoro et Gbandi (2018) ; Bein et Idewe (2020)] afin de mieux rincer les biais d'endogénéités, les erreurs et omissions. En effet, les variables de contrôles sont aux nombres de onze : l'inégalité de revenu, l'indice de la globalisation commerciale, l'indice de la globalisation sociale, l'inflation, l'Investissement direct étranger, l'Investissement dans le transport avec participation privée, Accès à l'électricité, Rente des ressources naturelles, Stabilité politique et Absence de la violence/ terrorisme, l'Efficacité de la gouvernance,

Contrôle de la corruption. Ainsi, nous avons utilisé des données de fréquence annuelle et de sources différentes (voir tableau 1)

Tableau 1: Mesure des variables et sources des données

variables	Description	Source
phc	Taux de pauvreté au seuil de pauvreté nationale (% de la population)	PED
gdp_ca	Croissance du PIB par habitant (% annuelle)	WDI
glpc	Portefeuille de prêts brute par habitant	MIX
gini	Indice d'inégalité des revenus	GCIP
kt_jur	Indice KOF de globalisation commerciale (jure)	KOF.index
ks_jur	Indice KOF de mondialisation sociale (jure)	KOF.index
elec_pp	Accès à l'électricité (% de la population)	WDI
nat_res	Rente des ressources naturelles (% du PIB)	WDI
inl	Inflation, prix à la consommation	WDI
fdi	Investissement directs étranger, flux net (% du PIB)	WDI
gov_ef	Efficacité de la gouvernance (estimation)	WGI
ps_ter	Stabilité politique et Absence de la violence/ terrorisme	WGI
coc	Contrôle de la corruption (estimation)	WGI
trans_inv	Investissement dans le transport avec participation privée	WDI

3.3 Méthode d'estimation : Méthode des quantiles

Les régressions linéaires classiques sont généralement risquées lorsque la variable dépendante du modèle est observée au-delà ou en deçà d'un seuil fixe (Buchinsky, 1994). Autrement dit, en présence de données censurées l'estimation par la moyenne conditionnelle peut conduire à des résultats inefficients. En sus, la plupart de la littérature empirique se concentre sur la modélisation de la moyenne, admettons qu'elle apporte une information essentielle, néanmoins limitée. Toutefois, la régression avec la technique de quantile est un outil dont dispose l'économètre pour répondre à ces limites inhérentes à la moyenne (Givord et D'Haultfœuille, 2013). Il est également important de témoigner avec la technique des quantiles, les niveaux initiaux bas, intermédiaires et élevés de la variable dépendante sont articulés (Asongu, Soumtang et Edoh, 2021). Avec la méthode des Quantiles, l'estimation des paramètres s'effectue à partir de différent points de la distribution conditionnelle de la variable dépendante

(Keonker et Hallock, 2001). De plus dans notre modèle de travail, l'indicateur des services de la microfinance (Portefeuille de prêt brut par tête) est soupçonné d'être endogène dans l'équation de la pauvreté (Imai et al. 2012), alors la technique de quantiles est plus appropriée afin de contourner les problèmes d'endogénéité entre la variable expliquée et les variables explicatives du modèle.

4. Interprétation des résultats

Le tableau 2 et le tableau 3 ci-dessous présentent les résultats d'estimation de cette étude empirique, obtenus par la technique de quantile. Le tableau 2 se concentre sur le lien entre le taux de pauvreté et le portefeuille de prêts brut des institutions de microfinance. En effet, les coefficients estimés du portefeuille de prêts brut prouvent une influence négative sur la distribution conditionnelle de la pauvreté, allant du 10^{ème} au 75^{ème} quantile. En d'autres termes, la profondeur des institutions de microfinance contribue considérablement à la réduction du nombre de pauvres vivants au sein de l'Afrique de l'Ouest. Également, il est important de noter que l'effet de l'indice de gini sur la répartition du seuil de pauvreté est négatif dans le quantile inférieur, puis devenu positif du 25^{ème} au 75^{ème} quantile, avant de replier avec un effet positif dans le quantile supérieur (90^{ème}). Autrement dit, les différences de revenus dans les pays de la CEDEAO se manifestent par un creusement de la répartition conditionnelle de la pauvreté dans les environs de la médiane.

Par ailleurs, le tableau 3 révèle les résultats d'estimation de l'impact du portefeuille de prêt brut sur le taux de croissance du PIB par tête. Les coefficients de l'indicateur des services de microfinance influencent positivement sur la distribution conditionnelle du développement économique, du 10^{ème} au 75^{ème}. Cela témoigne que le rapprochement des institutions de microfinance envers les populations se traduit par une montée d'autofinancement des habitants des pays ouest-africains. Ainsi, l'indice de gini présente un impact négatif sur la répartition de la croissance économique du 10^{ème} au 50^{ème} quantile, tandis que son influence devient positive du 75^{ème} au 90^{ème} quantile. Ce qui implique que l'inégalité des revenus augmente l'affaiblissement de la capacité économique des populations dans les quantiles inférieurs et apporte une contribution sur les promotions de la croissance économique des pays de l'Afrique de l'Ouest, dans les quantiles supérieurs.

Tableau 2 : taux de pauvreté nationale et service de microfinance

Variable dépendante : phc					
	Q.10	Q.25	Q.50	Q.75	Q.90
variables	coefficient	coefficient	coefficient	coefficient	coefficient
glpc	-1.563*** (0.000)	-2.333*** (0.000)	-0.623*** (0.000)	-1.321*** (0.000)	-0.089 0.792
gini	-0.003*** (0.023)	0.021*** (0.000)	0.033*** (0.000)	0.017*** (0.006)	-0.037*** (0.000)
kt_jur	-0.009 (0.136)	-0.067*** (0.000)	-0.022*** (0.000)	0.208*** (0.000)	0.305*** (0.000)
ks_jur	0.165*** (0.000)	0.054*** (0.000)	0.074*** (0.000)	-0.012** (0.037)	-0.035*** (0.000)
elec_pp	-0.142*** (0.000)	-0.035*** (0.000)	-0.027*** (0.000)	-0.131*** (0.000)	-0.222*** (0.000)
nat_res	-0.011 (0.324)	-0.024*** (0.000)	-0.007*** (0.000)	0.007 (0.643)	0.047*** (0.000)
inl	-0.293*** (0.000)	-0.284*** (0.000)	-0.381*** (0.000)	-0.390*** (0.000)	-0.325 (0.000)
fdi	0.128*** (0.000)	0.145*** (0.000)	0.072*** (0.000)	0.029*** (0.000)	-0.007 0.162
gov_ef	-15.170*** (0.000)	-12.230*** (0.000)	-13.368*** (0.000)	-8.965*** (0.000)	-6.753*** (0.000)
ps_ter	-0.213*** 0.000)	-1.911*** (0.000)	-1.045*** (0.000)	-1.522*** (0.000)	-2.257*** (0.000)
coc	3.050*** (0.000)	1.793*** (0.000)	-4.622*** (0.000)	-3.038*** (0.000)	-1.466*** (0.000)
trans_inv	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)
R ² Pseudo	0.613	0.023	0.353	0.598	0.633
observation	282	282	282	282	282

Note : les valeurs sur les parenthèses désignent les probabilités. [***] ; [**] et [*] indiquent respectivement une signification statistique de 1% ; 5% et 10 %.

Source : auteur sous stata

Tableau 3 : croissance économique et service de micro finance

Variable dépendante : gdp_ca					
	Q.10	Q.25	Q.50	Q.75	Q.90
variables	coefficient	coefficient	coefficient	coefficient	coefficient
glpc	2.373*** (0.000)	1.149*** (0.000)	0.869*** (0.000)	1.036*** (0.000)	0.150 (0.499)
gini	-0.005*** (0.000)	-0.004*** (0.000)	-0.011*** (0.000)	0.006*** (0.000)	0.029*** (0.001)
kt_jur	0.018*** (0.000)	0.049*** (0.000)	0.050*** (0.000)	0.024*** (0.000)	0.028* (0.073)
ks_jur	0.047*** (0.000)	-0.003*** (0.000)	-0.013*** (0.000)	-0.001*** (0.000)	0.019* (0.060)
elec_pp	-0.044*** (0.000)	-0.023*** (0.000)	-0.004*** (0.000)	-0.006*** (0.000)	0.039*** (0.000)
nat_res	0.110*** (0.000)	0.085*** (0.000)	0.064*** (0.000)	0.010*** (0.000)	0.219*** (0.000)
inl	0.043*** (0.000)	0.039*** (0.000)	0.033*** (0.000)	0.002*** (0.000)	-0.071*** (0.000)
fdi	-0.146*** (0.000)	0.023*** (0.000)	0.037*** (0.000)	0.046*** (0.000)	-0.002 (0.860)
gov_ef	4.379*** (0.000)	2.258*** (0.000)	2.056*** (0.000)	1.404*** (0.000)	1.063*** (0.002)
ps_ter	-0.017*** (0.000)	-0.371*** (0.000)	-0.066*** (0.000)	-0.350*** (0.000)	-0.316*** (0.009)
coc	-1.715*** (0.000)	-0.090*** (0.000)	-0.882*** (0.000)	-0.512*** (0.000)	0.593** (0.011)
trans_inv	0.000*** (0.000)	0.000*** (0.018)	-0.000*** (0.000)	-0.000*** (0.000)	0.000 (0.224)
R ² Pseudo	0.003	0.044	0.286	0.060	0.578
observation	282	282	282	282	282

Note : les valeurs sur les parenthèses désignent les probabilités. [***] ; [**] et [*] indiquent respectivement une signification statistique de 1% ; 5% et 10 %.

Source : auteur sous stata

6. Conclusion

Cette étude vise à examiner le lien entre les institutions de microfinance et la pauvreté dans une approche macroéconomique. Spécifiquement, il s'agit d'étudier les impacts des services de microfinance sur les indicateurs de pauvreté et sur la richesse nationale par habitant des pays de l'Afrique de l'Ouest. En effet, l'article s'inscrit dans le champ de recherche pour l'amélioration et la conduite des politiques propauvres décrites dans le cadre des Objectifs de Développement Durables (ODD) au sein de la CEDEAO.

Sur la période allant de 2000 à 2019 et à l'aide de la méthode des quantiles, notre étude révèle que la performance des institutions de microfinance réduit d'une part le nombre de personne vivant dans la précarité absolue et accélère d'autre part, la montée du taux de croissance économique par habitant. Autrement dit, les institutions de microfinance restent les outils appropriés pour lutter à la pauvreté dans l'espace ouest-africain. Ainsi, nos résultats confirment les conclusions de Bangoura et al. (2016), Imai et al (2012) et Hermes (2014) au niveau des pays en développement et les travaux empiriques de Couchoro et Gbandi (2018) ; Bein et Idewe (2020) dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, un mécanisme de régularisation doit être mis au point dans la Communauté afin de minimiser l'inégalité des revenus qui est une source potentielle du creusement de la pauvreté.

Références bibliographiques

Abdullah, A.-M., Sazali, A. W., & Abu Bakar, S. (2015). Investigating the effect of microcredit on hardcore poor household income in Peninsular Malaysia. *Kasertart Journal of Social Sciences*, 1(36), 544–553.

Adeyemi, T. O. (2010). Principals' leadership styles and teachers' job performance in senior

Ahlin, Christian and Neville Jiang. 2008. "Can Micro-Credit Bring Development?" *Journal of Development Economics*, 86(1): 1-21.

Akudugu, M. A. (2011). Rural banks' financial capital and livelihoods development of women farmers in Ghana. *Journal of Enterprising Communities: People and Places in the Global Economy*.

Amha, W. (2004). Managing growth of microfinance institutions (MFIs): Balancing sustainability and reaching large number of clients in Ethiopia. *Ethiopian Journal of Economics*, 13(2), 61-101.

Anjulo, D. D., & Hawassa, E. (2014). the role of microfinance institutions in accessing credit and poverty reduction in rural ethiopia: in the case of OMO micro finance institution in damot gale woreda. *wolaita zone*.

Asongu, S., Soumtang Bime, V., & Edoh, O. (2021). Financial institutions, poverty and severity of poverty in Sub-Saharan Africa. *European Xtramile Centre of African Studies WP/21/081*.

Bangoura, L., Mbow, M. K., Lessoua, A., & Diaw, D. (2016). Impact of Microfinance on Poverty and Inequality A Heterogeneous Panel Causality Analysis. *Revue d'économie politique*, 126(5), 789-818.

Barboza, G., & Trejos, S. (2009). Micro credit in Chiapas, México: Poverty reduction through group lending. *Journal of Business Ethics*, 88(2), 283-299.

Bein, M. A., & Idewele, I. O. The Impact of Microfinance on poverty reduction and Economic development in Nigeria.

Bénicourt, E. (2001). Poverty According to the UNDP and the World Bank. *Etudes rurales*, 159160(3), 35-53.

Buchinsky, M. (1994). Changes in the US wage structure 1963-1987: Application of quantile regression. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 405-458.

Buera, Francisco J., Joseph P. Kaboski, and Yongseok Shin. 2012. "The Macroeconomics of Microfinance." National Bureau of Economic Research Working Paper 17905.

Castaneda Aguilar, R. A., Cojocar, A., Howton, E. L. A., Lakner, C., Nguyen, M. C., Schoch, M., & Yonzan, N. (2020). Poverty and shared prosperity 2020: reversals of fortune.

Chowdhury, M. J. A., Ghosh, D., & Wright, R. E. (2005). The impact of micro-credit on poverty: evidence from Bangladesh. *Progress in Development studies*, 5(4), 298-309.

Couchoro, M. K., & Gbandi, T. (2018). Microfinance et pauvreté multidimensionnelle dans la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO): une perspective macro-économique. *Mondes en développement*, (1), 147-164.

D'Haultfoeuille, X., Givord, P., & Boutin, X. (2013). The Environmental Effect of Green Taxation.

Donou-Adonsou, C. F., & Sylwester, K. (2015). Macroeconomic effects of microfinance: Evidence from developing countries. *J. Econ*, 41(1), 21-35.

Dreher, A. (2006). Does globalization affect growth? Evidence from a new index of globalization. *Applied economics*, 38(10), 1091-1110.

Galor, O., & Zeira, J. (1993). Income distribution and macroeconomics. *The review of economic studies*, 60(1), 35-52.

Hermes, N. (2014). Does microfinance affect income inequality?. *Applied Economics*, 46(9), 1021-1034.

Imai, K. S., Gaiha, R., Thapa, G., & Annim, S. K. (2012). Microfinance and poverty—a macro perspective. *World development*, 40(8), 1675-1689.

Khalaf, L. S., & Saqfalhait, N. I. (2019). The Effect of Microfinance Institutions Activities on Economic Growth in Arab Countries. *Academy of Accounting and Financial Studies Journal*.

Khandker, S. R. (2005). Microfinance and poverty: Evidence using panel data from Bangladesh. *The world bank economic review*, 19(2), 263-286.

Koenker, R., & Hallock, K. F. (2001). Quantile regression. *Journal of economic perspectives*, 15(4), 143-156.

Kpodar, K. R. (2004). Le développement financier et la problématique de la réduction de la pauvreté. Documento de Trabajo, 200408.

Kuznets, S. (1955). International differences in capital formation and financing. In *Capital formation and economic growth* (pp. 19-111). Princeton University Press.

Maksudova, N. (2010). Macroeconomics of Microfinance: How Do the Channels Work?. *CERGE-EI Working Paper Series*, (423).

Miled, K., & Rejeb, J. (2014). Microfinance et réduction de la pauvreté: Une approche macroéconomique. *International Journal of Business & Economic Strategy*, 5, 1-8.

Morduch, J., & Haley, B. (2002). *Analysis of the effects of microfinance on poverty reduction* (Vol. 1014, p.7). New York: NYU Wagner working paper.

Padonou, E. A., Kassa, B., Assogbadjo, A. E., Chakeredza, S., Babatoundé, B., & Glèlè Kakai, R. (2013). Differences in germination capacity and seedling growth between different seed morphotypes of *Azelia africana* Sm. in Benin (West Africa). *The Journal of Horticultural Science and Biotechnology*, 88(6), 679-684

Peprah, J. A. (2012). Access to micro-credit well-being among women entrepreneurs in the Mfantseman Municipality of Ghana. *International Journal of Finance & Banking Studies* (2147-4486), 1(1), 1-14.

Raihan, S., Osmani, S. R., & Khalily, M. B. (2017). The macro impact of microfinance in Bangladesh: A CGE analysis. *Economic Modelling*, 62, 1-15.

Rosenberg, J. A. (2009). Poverty, guardianship, and the vulnerable elderly: Human narrative and secondary schools in Ondo State, Nigeria. *Journal of Education Administration and Policy Studies*, 2(6), 83-91.

Sohn, Wook & Ume, Laila. (2019). The Impact of Microfinance on Poverty Alleviation: The Case of Pakistan. *Journal of Asian Development*. 5. 16. 10.5296/jad.v5i3.15165. statistical patterns in a snapshot of adult guardianship cases in New York City. *Geo. J. on Poverty L. & Pol'y*, 16, 315.

Toh, Y. (2013). The Impact of Microfinance on Poverty Alleviation in Cameroon: A Case of the Fako Chapter of CamCCUL Ltd. *Available at SSRN 2760433*.

Urga, A., & Shete, M. Impact of Microfinance on Poverty Reduction: The Case of Gasha Microfinance Institution.

Wampfler, B., Munoz, J., Lapenu, C., Doligez, F., & Kessari, M. E. (2008). Pour un partenariat entre commerce équitable et microfinance rurale. Renforcer l'accès aux services financiers des organisations

de producteurs et des familles associées au commerce équitable. In 3. *Fair Trade International Symposium (FTIS), Montpellier, FRA, 2008-05-14-2008-05-16.*

Wijayasena, A., Karunasinghe, U., Semasinghe, P., & Bandara, M. (2016). Effectiveness of Microcredit in Reducing Household Poverty Level: An Empirical Study Based on Hambantota Women's Development Federation.